


AMUNDI FINANCE

Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2020

Sommaire

1. Rapport d'activité au 30 juin 2020	3
2. Etats financiers au 30 juin 2020	19
3. Rapport des Commissaires aux Comptes	58
4. Déclaration du Directeur Général	62

01

Rapport d'activité au 30 juin 2020

RAPPORT SEMESTRIEL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE AMUNDI FINANCE Sur les comptes sociaux au 30 juin 2020

ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE

Les principales activités de la société Amundi Finance sont les suivantes :

- activité de garantie,
- activités d'émissions de notes à travers ses filiales, ou en direct,
- activité de swaps et de collatéralisation entre les fonds garantis, ses filiales et le marché.

1. Activité de garantie donnée aux fonds

	Engagements 2019	Engagements 2020	variation
Fonds à formule non PEA	3 697 826 992	2 834 364 222	-23%
Fonds à formule PEA	4 018 256 569	3 825 365 852	-5%
Fonds en assurance de portefeuille	5 349 392 349	4 849 441 673	-9%
autre fonds garantis (OPC monétaire)	458 866 743	409 340 926	-11%
Total Fonds garantis	13 524 342 653	11 918 512 673	-12%

Exposition en engagement

Les engagements ont diminué sur la période de -12% par rapport à fin décembre 2019.

Fonds à formule (fonds structurés) : les engagements sur les fonds à formule sont en baisse de -13.69% avec une variation de -23% pour les Fonds à formule non éligibles au PEA et -5% pour les fonds à formule éligibles au PEA sur le premier semestre 2020.

Fonds en assurance de portefeuille et autres fonds: les engagements des fonds en assurance de portefeuille sont en baisse de -9% sur le premier semestre 2020. On constate une chute significative de -11% sur les autres fonds (OPC monétaire) sur la période.

Impacts pour l'activité de garant sur l'année 2020

Il y a eu 2 904K€ d'appel au garant en 2020. Ces appels ont concerné les fonds de recyclage des fonds à formule et des émissions échus en fonds avec garantie en capital sur 6 mois pour un montant de 1 724K€. Le fonds Amundi Objectif Retraite 2020 a, quant à lui, fait un appel en garantie à hauteur de 1 018K€. Des provisions ont été enregistrées pour les fonds de recyclage (1 514K€) des fonds à formules et des émissions et des CPPI bénéficiant d'une garantie MAX NAV Amundi Objectif retraite 2025/2030 (6 516K€). On note également une provision pour les CPPI hors Amundi Objectif Retraite d'un montant de 1 630K€ et une provision pour les fonds à formule pour un montant de 253K€. La source de ces provisions est le niveau bas des taux ne permettant pas aux actifs des fonds d'assurer la garantie.

2. Activités sur les émissions de notes à travers ses filiales dnA, Amundi Finance Emissions, LCL Emissions et Amundi Issuance.

Les filiales dédiées à l'activité d'EMTN, en particuliers "Amundi Finance Emissions" et "LCL Emissions" ont poursuivi en 2020 leur programme d'émission auprès du réseau Crédit Agricole et des réseaux LCL, respectivement pour un notionnel de 364 millions d'euros et 1 141 millions d'euros. Les montants circulants à fin juin 2020 s'élèvent à 3 935 millions d'euros pour Amundi Finance Emissions, 4 762 millions d'euros pour LCL Emissions, 23 millions d'euros pour Amundi Issuance.

Pour ces opérations, Amundi Finance a donné une contre-garantie à Crédit Agricole S.A. et LCL ainsi qu'aux véhicules d'émissions Amundi Finance Emissions et LCL Emissions.

Les engagements d'Amundi Finance pour les véhicules d'émission, Amundi Finance Emissions et LCL Emissions s'élèvent à 10 724 093 milliers d'euros au 30 juin 2020.

3. Activité de swaps et de collatéralisation

La centralisation des dérivés par Amundi Finance représente un notionnel de 66 442 millions d'euros au 30 Juin 2020 (contreparties externes et fonds inclus) contre 64 601 millions d'euros au 31 décembre 2019.

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2020

Le **Produit Net Bancaire** s'élève à 84 992 milliers d'euros contre 114 749 milliers d'euros au 30 juin 2019. Cette baisse est principalement due à la diminution du PNB financier notamment sur les indemnités pour risques de collecte. Impact lié au lancement début 2019 via le réseau UNICREDIT de nouveaux FAF (fonds à formule) Italiens, comparé au nombre limité de lancement sur la période 2020.

	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
<i>(en milliers d'euros)</i>			
PNB GESTION	36 296	75 479	28 069
commissions (produits)	57 442	100 216	40 106
<i>dont commissions fixes sur engagements de Hors Bilan</i>	16 396	31 779	15 662
<i>dont commissions variables sur engagements de Hors Bilan</i>	17 645	41 475	11 563
<i>dont provisions pour appel en garantie</i>	11 215	778	258
<i>dont commissions sur Notes</i>	12 186	26 184	12 624
commissions (charges)	- 21 146	- 24 738	- 12 037
<i>dont commissions sur engagements de Hors Bilan</i>	- 82	- 168	- 83
<i>dont indemnités animation de marché</i>	- 428	- 856	- 409
<i>dont commissions de gestion</i>	- 4	- 8	- 4
<i>dont charges sur appel en garantie</i>	- 1 886	- 677	- 276
<i>dont commissions sur Notes</i>	- 9 096	- 21 235	- 10 025
<i>dont provisions pour appel en garantie</i>	- 9 651	- 1 794	- 1 240
PNB FINANCIER	49 634	109 601	86 680
Intérêts et produits assimilés	6 466	12 831	5 703
Intérêts et charges assimilés	- 8 262	- 17 572	- 8 513
Gains ou pertes sur portefeuille de négociation	9 402	77 882	53 074
Gains ou pertes sur portefeuille de placement et assimilés	303	509	456
Revenus des titres à revenus variables	41 725	35 951	35 960
PNB AUTRES PRODUITS	- 938	- 722	
autres produits d'exploitation bancaire			
autres charges d'exploitation bancaire	- 938	- 722	
PRODUIT NET BANCAIRE	84 992	184 358	114 749

Le **PNB de Gestion** s'élève à 36 296 milliers d'euros contre 28 069 milliers d'euros au 30 juin 2019.

Il est composé des éléments suivants :

- les produits de garanties variables pour 17 645 milliers d'euros contre 11 563 milliers d'euros au 30 juin 2019,
- les produits de garanties fixes s'élèvent à 16 396 milliers d'euros contre 15 662 milliers d'euros au 30 juin 2019.
- les produits de commissions de placement sur l'activité d'émission de Notes s'élèvent à 12 186 milliers d'euros contre 12 624 milliers d'euros en juin 2019.
- Des reprises de provisions pour 11 215 milliers d'euros sur les fonds de recyclage, CPPY et le fonds Testament Obsèques (en lien avec certains appels en garantis constatés sur la période)
- Le poste commissions charges s'élèvent à – 21 146 milliers d'euros contre – 12 037 milliers d'euros au 30 juin 2019 et comprend principalement :
 - – 9 096 milliers d'euros de rétrocessions de commissions sur l'activité EMTN contre – 10 025 milliers d'euros au 30 juin 2019,
 - les indemnités d'animation de marché pour - 428 milliers d'euros contre - 409 milliers d'euros au 30 juin 2019.
 - – 11 537 milliers d'euros sur les fonds de recyclage et CPPY dont :
 - - 1 886 milliers d'euros de charges sur appel en garantie suite à l'arrivée à échéances de ces fonds,
 - - 9 651 milliers d'euros de dotations nouvelles.

Le **PNB Financier** s'élève à 49 634 milliers d'euros, en forte diminution par rapport au 30 juin 2019, il comprend principalement :

- les dividendes reçus au titre de ses filiales pour 41 725 milliers d'euros (dont principalement 33 067 milliers d'euros de Amundi Intermédiation et 8 976 milliers d'euros de Amundi ESR), contre 35 960 milliers d'euros au 30 juin 2019 (dont 29 463 milliers d'euros de Amundi Intermédiation et 6 816 milliers d'euros de Amundi ESR),
- des gains sur le portefeuille de placement pour + 303 milliers d'euros,
- un produit net des activités d'émission de swaps, de notes, de collatéral et du portefeuille de transaction pour 9 402 milliers d'euros dont :

- 16 918 milliers d'euros (contre 44 337 milliers d'euros au 30 juin 2019) correspondant aux indemnités de risques de collecte pour ces activités,
- - 6 301 milliers d'euros liés à la correction de valeur au titre du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA),
- - 1 215 milliers d'euros de résultat d'IFT et de portage de titres sur l'ensemble des montages.

Le poste **PNB Autres Produits** s'élève à - 938 milliers d'euros contre 0 euros au 30 juin 2019 et comprend principalement la contribution d'Amundi Finance pour 2020 au coût des obligations de Crédit Agricole SA au titre de sa qualité d'actionnaire de référence cette charge.

Les **charges générales d'exploitation** sont stable et s'élèvent à 4 944 milliers d'euros contre 4 926 milliers d'euros au 30 juin 2019.

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Frais de personnel			
Salaires et traitements	-364	-697	-358
Charges sociales	-128	-290	-164
Intéressement et participation	-23	-75	-50
Impôts et taxes sur rémunérations	-50	-123	-68
Total des charges de personnel	-566	-1 186	-640
Refacturation et transferts de charges de personnel			
Frais de personnel nets	-566	-1 186	-640
Frais administratifs			
Impôts et taxes (1)	-1 656	-4 136	-2 151
Services extérieurs et autres frais administratifs	-2 723	-4 628	-2 135
Total des charges administratives	-4 378	-8 764	-4 286
Refacturation et transferts de charges administratives			
Frais administratifs nets	-4 378	-8 764	-4 286
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-4 944	-9 951	-4 926

(1) dont 825 milliers d'euros au titre du fonds de résolution.

- Les **charges de personnel** sont en diminution et s'élèvent à - 566 milliers d'euros au 30 juin 2020 contre -640 milliers d'euros au 30 juin 2019 et comprennent principalement :

- les salaires des effectifs permanents pour - 364 milliers d'euros stables par rapport à 2019,
 - les charges sociales afférentes aux effectifs pour - 128 milliers d'euros.
- Les services extérieurs et autres frais administratifs sont en augmentation et s'élèvent à - 2 723 milliers d'euros contre - 2 135 milliers d'euros au 30 juin 2019 et comprennent principalement :
- la refacturation par le groupement de moyens de personnel mis à la disposition d'Amundi Finance pour – 1 065 milliers d'euros,
 - la convention de gestion administrative pour - 893 milliers d'euros,
 - l'exploitation groupe gérée par AITS pour - 565 milliers d'euros, frais liés principalement au fonctionnement du back office «MUREX» pour les activités "swap, collatéral" et "EMTN",
 - la quote-part de loyers et charges locatives pour - 70 milliers d'euros,
 - les charges de commissaires aux comptes pour - 91 milliers d'euros.
- Les impôts et taxes comprennent essentiellement :
- La CVAE « cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » au titre de l'activité du premier semestre 2020 pour – 630 milliers d'euros,
 - La CSSS « contribution sociale de solidarité des sociétés » pour - 79 milliers d'euros,
 - les autres taxes s'élèvent pour - 847 milliers d'euros, dont :
 - La cotisation au Fonds de Résolution Unique pour - 825 milliers d'euros
 - La cotisation au Comité de Résolution Unique pour - 6 milliers d'euros,
 - La taxe ACPR pour - 39 milliers d'euros,
 - La taxe du Fond de Soutien des Collectivités Territoriales pour - 38 milliers d'euros,
 - La contribution BCE pour - 37 milliers d'euros.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** s'élève donc à + 80 047 milliers d'euros contre + 109 823 milliers au 30 juin 2019.

Le **Coût du risque** est une charge de – 2 176 milliers d'euros contre un produit de + 10 037 milliers d'euros au 30 juin 2019, il comprend principalement :

- - 968 milliers d'euros de provisions sur les risques d'appels en déficit des véhicules en raison d'une légère dégradation des spreads sur les actifs des véhicules en lien avec les conditions de marché ;

- - 448 milliers d'euros de provisions sur les garanties données de taux bénéficiant d'une garantie de la max NAV monétarisée en cas de baisse des taux (Fonds Garantis CPPY Amundi Objectif Retraite 2025 et 2030) ;
- - 254 milliers d'euros de provisions sur les fonds à formule ;
- - 489 milliers d'euros de provision sur les ECL des fonds garantis.

Le **Résultat d'exploitation** et le **Résultat courant avant impôt** s'élèvent à + 77 872 milliers d'euros contre + 119 860 milliers d'euros au 30 juin 2019.

L'impôt sur les sociétés s'élève à - 11 343 milliers d'euros contre – 25 591 milliers d'euros au 30 juin 2019.

Le **Résultat net** au 30 juin 2020 s'établit à + 66 529 milliers d'euros contre + 94 269 milliers d'euros au 30 juin 2019.

BILAN AU 30 JUIN 2020

Le total du bilan s'établit à 3 592 769 milliers d'euros contre 3 816 499 milliers d'euros au 31 décembre 2019. Il comporte les éléments suivants :

A l'actif (hors activité IFT) :

- Le poste **Effets Publics et Valeurs assimilées** pour 405 956 milliers d'euros concernant les opérations sur titres en lien avec la réglementation EMIR contre 408 178 milliers d'euros au 31 décembre 2019.
- Le poste **Créances sur Etablissement de Crédit** pour 21 995 milliers d'euros contre 609 454 milliers d'euros au 31 décembre 2019, dont principalement :
 - 1 507 milliers d'euros correspondant aux prêts JJ liés à l'activité « collatéral »,
 - 1 000 milliers d'euros de prêts à terme,
 - 19 303 milliers d'euros de trésorerie.

- Les parts dans les entreprises liées pour 50 020 milliers d'euros contre 49 701 milliers d'euros en 2019 :

FILIALES & PARTICIPATIONS	Devise	% Contrôle au 31/12/2019	Provision 2019	Valeur nette comptable au 31/12/2019	Augmentation	Diminution	Valeur brute comptable au 30/06/2020	Provision 2020	Valeur nette comptable au 30/06/2020
AMUNDI TC	EUR	99,99		34 166 579			34 166 579		34 166 579
AMUNDI INTERMEDIATION	EUR	38,53		5 628 480			5 628 480		5 628 480
SITS	EUR	NS		10 160			10 160		10 160
SCI LES PALMIERS BLEUS	EUR	100	1 324 088	503 865			1 827 953	1 195 392	632 561
SCI MASCARIN	EUR	100	1 733 291	865 593			2 598 884	1 543 777	1 055 107
DNA SA	EUR	100	163 000	2 068 000			2 231 000	163 000	2 068 000
LRP	EUR	100		31 000			31 000		31 000
Amundi Finance Emissions	EUR	99,99		2 225 106			2 225 106		2 225 106
LCL Emissions	EUR	99,99		2 225 063			2 225 063		2 225 063
AMUNDI ISSUANCE	EUR	99,99	22 000	1 977 914			1 999 914	22 000	1 977 914
TOTAL			3 242 379	49 701 760	0	0	52 944 139	2 924 169	50 019 970

- Les Obligations et Autres Titres à revenu fixe s'élèvent à 437 393 milliers d'euros contre 1 129 805 milliers d'euros au 31 décembre 2019. Cette position correspond principalement au portage d'obligations émises par ses filiales Amundi Finance Emissions, LCL Emissions et Amundi Issuance ainsi que par Crédit Agricole SA avant rachat pour destruction par ces sociétés émettrices.
- Le poste Immobilisations incorporelles pour 227 424 milliers d'euros correspondant au fonds de commerce.
- Le poste Autres actifs (hors IFT) s'élève à 1 063 510 milliers d'euros contre 371 052 milliers d'euros au 31 décembre 2019. Il se compose principalement :
 - des dépôts de garantie versés de l'activité "collatéral" pour 537 144 milliers d'euros contre 293 154 milliers d'euros au 31 décembre 2019,
 - des acomptes versés au titre de l'impôt sur les sociétés pour 20 785 milliers d'euros contre 34 806 milliers d'euros au 31 décembre 2019,
- Le poste Comptes de Régularisation (hors IFT) s'élève à 45 451 milliers d'euros contre 48 119 milliers d'euros au 31 décembre 2019. Il se compose principalement des produits à recevoir sur les engagements de hors bilan (fonds garantis et EMTN) suivant le rythme d'encaissement des revenus : les commissions de garantie variables sur fonds PEA sont encaissées annuellement, les commissions de garantie fixes pour la plupart à l'échéance des fonds, tout comme les commissions de garantie variables sur fonds non PEA.

Les commissions de placement, les indemnités de rachat et les commissions de garantie sur les émissions d'EMTN sont encaissées trimestriellement.

Au passif (hors activité IFT) :

- Le poste Dettes envers les établissements de crédit pour 1 042 968 milliers d'euros contre 1 044 107 milliers d'euros au 31 décembre 2019 dont :
 - 448 000 milliers d'euros d'emprunt JJ à la centrale de trésorerie du groupe contre 654 100 milliers d'euros à fin 2019.
 - 208 140 milliers d'euros correspondant aux emprunts JJ liés à l'activité « collatéral » contre 4 000 milliers d'euros fin 2019,
 - 386 000 milliers d'euros d'emprunts à terme correspondant au financement des activités liées à la réglementation EMIR applicable depuis 2017 contre 386 000 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

- Le poste Dettes représentées par un titre pour 12 014 milliers d'euros correspondant aux programme d'émissions d'EMTN par Amundi Finance.

- Le poste Autres passifs (hors IFT), à 352 742 milliers d'euros (863 450 milliers d'euros au 31 décembre 2019) enregistre principalement les dépôts de garantie reçus liés à l'activité "collatéral" pour 333 351 milliers d'euros et la provision d'impôt sur les sociétés pour 11 307 milliers d'euros.

- Le poste Comptes de Régularisation (hors IFT), à 10 692 milliers d'euros contre 15 739 milliers d'euros en 2019, se décompose comme suit :
 - 1 876 milliers d'euros de produits constatés d'avance représentant l'étalement des indemnités pour risque de collecte sur les montages en cours de commercialisation de types fonds à formules, EMTN Amundi Finance Emissions, EMTN LCL Emissions et UCO.
 - 8 816 milliers d'euros de charges à payer dont :
 - 4 399 milliers d'euros au titre des rétrocessions de commissions de placement,
 - 3 929 milliers d'euros au titres des charges d'exploitation dont 1 065 milliers d'euros de refacturation par le groupement de moyens de personnel mis à la disposition concernant l'exercice 2020 ainsi que des charges à payer Stoxx pour 1 223 milliers d'euros concernant l'utilisation d'indices dans les montages EMTN du groupe,
 - 428 milliers d'euros au titre des indemnités d'animation de marché sur les montages de type CA Oblig Immo.

Activité IFT : l'activité fait apparaître un solde au passif de 61 836 milliers d'euros contre 64 177 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et se compose principalement de :

- 13 502 milliers d'euros sur la correction de valeur des instruments financiers au titre du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA) contre 7 201 milliers d'euros en 2019,
 - 109 985 milliers d'euros de position sur les options contre 61 537 milliers d'euros au 31 décembre 2019,
 - – 81 886 milliers d'euros lié à la valorisation des IFT contre - 27 095 milliers d'euros au 31 décembre 2019,
 - 20 235 milliers d'euros concernant les positions de couverture contre 22 641 milliers d'euros au 31 décembre 2019.
- Les Provisions pour risques et charges pour 15 962 milliers d'euros contre 16 368 milliers d'euros en 2019 dont :
- 2 984 milliers d'euros de provisions sur le fond garanti « Testaments obsèques »,
 - 1 514 milliers d'euros de provisions concernant les fonds de recyclage,
 - 11 400 milliers d'euros de provisions pour risques sur l'activité de garantie des fonds (y compris les ECL sur fonds garantis) et des véhicules d'émissions,

Le poste Dettes subordonnées est stable à 100 603 milliers d'euros ; il correspond à l'emprunt subordonné à durée indéterminée destiné à augmenter le niveau des fonds propres de la société, ainsi qu'aux dettes rattachées.

Les **capitaux propres** de Amundi Finance évoluent comme suit :

(en milliers d'euros)	Capital	Primes, réserves et report à nouveau	Acompte sur dividendes	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	40 320	548 063			139 480	727 864
Dividendes versés au titre de 2019		-139 462				-139 462
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social		139 480			-139 480	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2020					66 529	66 529
Autres variations						
Solde au 30 juin 2020	40 320	548 082			66 529	654 931

HORS BILAN AU 30 JUIN 2020

Au 30 juin 2020 les instruments financiers à terme (IFT) sont comptabilisés pour un notionnel de 66 442 millions d'euros contre 64 601 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Tableau de synthèse des IFT

Notionnel en millions d'euros	30/06/2020	31/12/2019
IFT Activité Collatéral	34 069	35 799
IFT Activité Notes	0	0
IFT Activité Notes avec marge	14	18
IFT Activité Asset Swap Forward	1 030	1 186
IFT Activité Emtm réseau CASA	11 697	10 244
IFT Activité Emtm réseau Crelan	166	181
IFT Activité Emtm réseau LCL	18 776	16 403
IFT Activité Emtm Autres réseaux	290	373
IFT Activité Emtm réseau AMUNDI FINANCE	12	12
IFT Activité couverture Collatéral Titres	386	386
TOTAL	66 442	64 601

Le poste Engagements de garantie donnés s'élève à 22 643 millions d'euros contre 24 167 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le poste Actifs donnés en garantie s'élève à 370 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 350 millions d'euros au 31 décembre 2019, il correspond au Collat Titres donnés au contrepartie de marché dans le cadre de la réglementation EMIR.

Le poste Actifs reçus en garantie s'élève à 1 263 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 1 252 millions d'euros au 31 décembre 2019 et il correspond au Collat titres reçus des fonds et des contreparties de marché dans le cadre de la réglementation EMIR.

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

L'année 2020 a commencé dans un contexte exceptionnel avec la crise générée par l'épidémie de coronavirus, d'une ampleur inédite, et qui affecte encore aujourd'hui l'ensemble des activités économiques et financières au plan mondial.

Cette épidémie et le confinement qui en a résulté ont entraîné un ralentissement de l'activité d'émissions d'EMTN et un accroissement des appels en garantie.

En revanche, n'ayant pas connaissance de la durée de la crise sanitaire, les effets sur l'activité au 2nd semestre, restent à ce stade inconnus.

RISQUES

Amundi Finance est exposé à certains facteurs de risques qui peuvent avoir une incidence sur sa capacité à respecter ses engagements.

Risque de crédit et de contrepartie

Amundi Finance est exposé aux risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

Amundi offre un panel de produits garantis et à formule (structurés). Ces produits incluent des fonds qui sont partiellement ou entièrement garantis ou qui ont des rendements garantis. Amundi Finance apporte les garanties à ces fonds et est donc soumis à un certain nombre de risques liés à cette activité.

En particulier, en cas de défaillance de l'émetteur sur l'un des actifs détenus par les fonds garantis par Amundi Finance ou dans une procédure d'insolvabilité ou similaire, Amundi Finance encourrait des coûts importants pour remplacer ces actifs et remplir ses obligations de garant. Ces fonds garantis peuvent également conclure divers instruments dérivés avec de grandes contreparties bancaires.

De telles transactions exposent Amundi Finance au risque de contrepartie. En cas de défaillance d'une contrepartie ou d'engagement d'une procédure d'insolvabilité ou similaire, Amundi Finance encourrait des coûts importants pour remplacer les transactions et remplir ses obligations en tant que garant.

Amundi Finance est également soumis au risque de contrepartie si une ou plusieurs institutions financières venaient à faire défaut ou à engager une procédure d'insolvabilité ou similaire, Amundi Finance devrait dénouer de telles transactions et rechercher d'autres contreparties pour conclure de nouvelles transactions. Amundi Finance couvre systématiquement son exposition au risque de marché sur la performance garantie aux investisseurs en actions et en titres à formule, en concluant des opérations sur dérivés avec des institutions financières internationalement reconnues. Si les opérations sur dérivés sont sécurisées par des collatéraux, Amundi Finance est néanmoins soumis à un certain nombre de risques liés à ces opérations. Amundi Finance pourrait ne pas être en mesure de conclure des opérations de couverture de remplacement exactement au même prix ou aux mêmes conditions, en particulier si le défaut ou l'insolvabilité devait entraîner des mouvements brusques sur les marchés financiers.

Risque de marché et liquidité

L'évolution et la volatilité des marchés financiers peuvent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité d'Amundi Finance.

Au titre de la garantie apportée par Amundi Finance aux fonds garantis, Amundi Finance pourrait mettre en place des opérations sur dérivés avant de connaître le montant exact des ordres de souscription des investisseurs, Amundi Finance étant ainsi exposée au risque de marché. Dans le cas où le montant final serait inférieur aux prévisions, Amundi Finance pourrait supporter des frais financiers pour dénouer l'excédent de position.

Amundi Finance est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidités, qui peuvent être limités pour des raisons indépendantes de sa volonté, et pourraient avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats.

Si la valorisation des dérivés change de manière significative, Amundi Finance peut être amenée à fournir des garanties à ses contreparties, exposant Amundi Finance au risque de liquidité.

Risques opérationnels et risques connexes

- ***Risque lié à la réglementation***

Amundi Finance est soumis à un cadre réglementaire et environnemental en France et dans les autres pays où il est présent. A ce jour, Amundi Finance a émis des titres uniquement distribués en France. Les modifications du cadre réglementaire et environnemental sont susceptibles d'avoir un effet défavorable important sur son activité et ses résultats.

Amundi Finance, étant un établissement de crédit, est soumis à la réglementation des autorités de contrôle bancaire. Amundi Finance n'a émis aucun titre au cours de l'exercice 2019 et au cours du premier semestre 2020.

La réglementation bancaire est en constante évolution et les réformes réglementaires peuvent réduire l'intérêt des produits Amundi pour ses clients banques ou compagnies d'assurance, et modifier le traitement de solvabilité et de liquidité de ces produits dans leur bilan. Toutes les réformes bancaires modifiant les règles réglementaires applicables aux transactions et produits d'Amundi Finance peuvent avoir un effet défavorable significatif sur les revenus, les résultats et les conditions financières d'Amundi Finance. Depuis sa création, les évolutions du cadre réglementaire et environnemental auquel Amundi Finance est soumise n'ont eu aucun effet négatif sur son activité ou ses résultats.

- ***Risques opérationnels***

Les risques opérationnels résultent principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes, ou des personnes en charge du traitement des opérations, ainsi que des risques associés à des événements externes. Ils pourraient avoir un impact négatif sur les résultats de Amundi Finance.

Amundi Finance est exposé aux risques opérationnels liés à la mise en place et à la gestion de fonds garantis et structurés. Si les actifs ou les opérations hors bilan s'avéraient insuffisamment corrélés à la performance garantie due aux investisseurs, Amundi Finance en tant que garant pourrait subir des pertes financières importantes.

En outre, l'évaluation des dérivés d'Amundi peut ne pas refléter avec précision les conditions auxquelles elle serait en mesure de conclure des transactions similaires sur le marché. En conséquence, le montant des garanties fournies par les contreparties pourrait ne pas être suffisant pour couvrir la totalité du risque de contrepartie d'Amundi.

- ***Risques liés à l'environnement dans lequel Amundi Finance évolue***

Amundi Finance pourrait être impacté par les conséquences liées à la pandémie de Covid-19.

L'épidémie de Covid-19 et le confinement qui en a résulté ont entraîné un ralentissement de l'activité d'émissions. Malgré la baisse importante des marchés financiers durant la crise sanitaire, les équilibres financiers d'Amundi Finance ont été maintenus. Cependant, n'ayant pas connaissance de la durée de la crise sanitaire et de son évolution, les effets sur l'activité d'Amundi Finance au second semestre, restent à ce stade inconnus. Un ralentissement prononcé de l'activité pourrait en résulter, engendrant une baisse sensible de la croissance, voire des récessions techniques dans plusieurs pays, ce qui serait reflété dans la baisse significative des marchés financiers et par une volatilité accrue.

Concernant Amundi Finance, le principal impact résulterait de la sensibilité des actifs et passifs du bilan à cette baisse des marchés financiers.

02

Etats financiers au 30 juin 2020

**AMUNDI FINANCE
COMPTES INDIVIDUELS
AU 30/06/2020**

**Arrêté par le Conseil d'administration d'AMUNDI FINANCE
en date du 27/07/2020**

SOMMAIRE

BILAN AU 30 JUIN 2020	3
HORS-BILAN AU 30 JUIN 2020	4
COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2020	5
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2020	6
NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ... 7	7
NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	7
NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	17
NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	17
NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	18
NOTE 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES	20
NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE	22
NOTE 8 ACTIONS PROPRES	23
NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	23
NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF	24
NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	24
NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	24
NOTE 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	24
NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	25
NOTE 15 PROVISIONS	25
NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT	26
NOTE 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES	26
NOTE 18 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	26
NOTE 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	27
NOTE 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)	27
NOTE 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES	27
NOTE 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS	28
NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES	28
NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, EMPRUNTS ET PRETS EN DEVISES	28
NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	29
NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	31
NOTE 26.1 ACTIFS DONNES ET RECUS EN GARANTIE	32
NOTE 27 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES	33
NOTE 28 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES	34
NOTE 29 REVENUS DES TITRES	34
NOTE 30 PRODUIT NET DES COMMISSIONS	35
NOTE 31 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	35
NOTE 32 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	35
NOTE 33 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	36
NOTE 34 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	36
NOTE 35 COUT DU RISQUE	37
NOTE 36 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	37
NOTE 37 IMPOT SUR LES BENEFICES	38
NOTE 38 IMPLANTATIONS DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIF	38
NOTE 39 AFFECTATION DES RESULTATS	38
NOTE 40 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES	38
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE	38

AMUNDI FINANCE
COMPTES INDIVIDUELS AU 30/06/2020

BILAN AU 30 JUIN 2020

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Opérations interbancaires et assimilées		427 950	1 017 632
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées	5	405 956	408 178
Créances sur les établissements de crédit	3	21 995	609 454
Opérations avec la clientèle	4		
Opérations sur titres		437 393	1 129 805
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	437 393	1 129 805
Actions et autres titres à revenu variable	5		
Valeurs immobilisées		277 444	277 125
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7		
Parts dans les entreprises liées	6-7	50 020	49 702
Immobilisations incorporelles	7	227 424	227 424
Immobilisations corporelles	7		
Capital souscrit non versé			
Actions propres	8		
Comptes de régularisation et actifs divers		2 449 982	1 391 937
Autres actifs	9	2 234 578	1 343 711
Comptes de régularisation	9	215 403	48 226
TOTAL ACTIF		3 592 769	3 816 499

PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Opérations interbancaires et assimilées		1 042 968	1 044 107
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	1 042 968	1 044 107
Comptes créditeurs de la clientèle	12		
Dettes représentées par un titre	13	12 014	12 015
Comptes de régularisation et passifs divers		1 766 291	1 916 132
Autres passifs	14	1 723 846	1 606 777
Comptes de régularisation	14	42 445	309 355
Provisions et dettes subordonnées		116 565	116 382
Provisions	15-16-17	15 962	16 368
Dettes subordonnées	19	100 603	100 013
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	18		
Capitaux propres hors FRBG :	20	654 931	727 864
Capital souscrit		40 320	40 320
Primes d'émission		217 511	217 511
Réserves		4 416	4 416
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		326 155	326 136
Resultat en attente d'approbation / acompte sur dividendes			
Résultat de l'exercice		66 529	139 480
TOTAL PASSIF		3 592 769	3 816 499

HORS BILAN

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financements	26		
Engagements de garantie	26	22 642 606	24 166 598
Engagements sur titres	26		

(en milliers d'euros)		30/06/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement	26		
Engagements de garantie	26		
Engagements sur titres	26		

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations sur instruments financiers à terme : note 25
- Actifs donnés et reçus en garantie : note 26.1

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2020

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Intérêts et produits assimilés	28-29	6 466	12 831	5 703
Intérêts et charges assimilés	28	-8 262	-17 572	-8 513
Revenus des titres à revenu variable	29	41 725	35 951	35 960
Commissions (produits)	30	57 442	100 216	40 106
Commissions (charges)	30	-21 146	-24 738	-12 037
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31	9 402	77 882	53 074
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32	303	509	456
Autres produits d'exploitation bancaire	33			
Autres charges d'exploitation bancaire	33	-938	-722	
Produit net bancaire		84 992	184 358	114 749
Charges générales d'exploitation	34	-4 944	-9 951	-4 926
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles				
Résultat brut d'exploitation		80 047	174 407	109 823
Coût du risque	35	-2 176	12 201	10 037
Résultat d'exploitation		77 872	186 609	119 860
Résultat net sur actifs immobilisés	36			
Résultat courant avant impôt		77 872	186 609	119 860
Résultat exceptionnel				
Impôt sur les bénéfices	37	-11 343	-47 129	-25 591
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées				
Résultat net		66 529	139 480	94 269

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2020

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	31/06/2019
Résultat avant impôt	77 872	186 609	119 860
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles			
Dépréciation des écarts d'acquisition			
Dotations nettes aux dépréciations	-407	-11 187	-9 054
Quote-part de résultat liées aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement			
Produits/charges des activités de financement	590	4 814	2 407
Autres mouvements	-2 379	11 344	9 130
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-2 195	4 970	2 483
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	5	109 900	59 978
Flux liés aux opérations avec la clientèle			
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	694 677	-698 703	-454 452
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-1 184 908	1 088 807	1 071 808
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-31 986	-34 357	-16 954
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-522 212	465 647	660 380
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	-446 536	657 226	782 722
Flux liés aux participations	-318	-320	-318
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles			
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	-318	-320	-318
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-139 462	-82 148	-82 148
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-4 841	
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	-139 462	-86 989	-82 148
Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	-586 316	569 918	700 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-49 840	-619 758	-619 758
Solde net des comptes de caisse et banques centrales			
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-49 840	-619 758	-619 758
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	-636 156	-49 840	80 498
Solde net des comptes de caisse et banques centrales			
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-636 156	-49 840	80 498
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	-586 316	569 918	700 255

NOTE 1 LE CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES

1.1 Cadre juridique et financier

Le capital social de Amundi Finance, s'élève à 40 320 157 euros au 30 juin 2020. Il est divisé en 2 644 829 actions de 15,24 euros de valeur nominale chacune.

Depuis le 19 février 2002, Amundi Finance bénéficie d'un agrément délivré par le CECEI (devenu ACPR). Amundi Finance est agréé en qualité d'établissement de crédit à délivrer des garanties en capital et/ou de performance dans le domaine de la gestion d'actifs, notamment au profit de clients du groupe Crédit Agricole ou d'OPCVM dont la gestion est assurée par celui-ci.

La société est détenue à hauteur de :

- 76,12 % par Amundi Asset Management,
- 23,87 % par Amundi,
- le solde étant détenu par les autres sociétés du groupe.

La présente annexe est une partie indissociable des comptes intermédiaires de la société Amundi Finance clos au 30 juin 2020. Elle est exprimée en milliers d'euros (« K€ »).

Le total du bilan avant répartition composant ces comptes est de 3 592 769 K€.

Le produit net bancaire (PNB) composant ces comptes est de 84 992 K€.

Le résultat net est de 66 529 K€ (66 528 948,79 €).

1.2 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2020

L'année 2020 a commencé dans un contexte exceptionnel avec la crise générée par l'épidémie de coronavirus, d'une ampleur inédite, et qui affecte encore aujourd'hui l'ensemble des activités économiques et financières au plan mondial.

Cette épidémie et le confinement qui en a résulté ont entraîné un ralentissement de l'activité d'émissions d'EMTN et un accroissement des appels en garantie.

1.3 Evénements postérieurs à la situation intermédiaire au 30 juin 2020

Il n'y a pas eu d'événements postérieurs à la situation intermédiaire du 30 juin 2020.

En revanche, n'ayant pas connaissance de la durée de la crise sanitaire, les effets sur l'activité au 2nd semestre, restent à ce stade inconnus.

NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

La présentation des états financiers d'Amundi Finance est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Amundi et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-03 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au groupe Amundi ;

- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.
Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-03 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-03 du 26 novembre 2014 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains

Par ailleurs, sans attendre que les encours soient devenus douteux et dès la comptabilisation initiale des instruments financiers Amundi Finance constate également, au passif de son bilan des pertes de crédit attendues sur les douze mois à venir (créances qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'instrument financier dès lors que la qualité de crédit de l'encours s'est significativement dégradé (créances qualifiées de dégradées).

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains sont inscrites en coût du risque.

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant l'évolution du niveau de risque de crédit à la date de comptabilisation initiale et la date d'arrêt.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis un an au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, Amundi Finance distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Créances douteuses compromises :

Amundi Finance

8

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Amundi Finance par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Amundi Finance le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.2 Portefeuille-titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de transaction

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme.

Sont également considérés comme des titres de transaction les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble.

Les titres de transaction sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres, est porté au compte de résultat, dans la rubrique « gains ou pertes des opérations des portefeuilles de négociation ».

Titres de placement

Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre. Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique "revenus des titres à revenu variable".

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour la valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne est inférieure à la valeur comptable il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-7 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de mêmes nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans les entreprises liées) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou de la valeur économique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrés sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évalués, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel est négocié le titre n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Amundi Finance détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Amundi Finance utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Reclassement de titres

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance.
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

AMUNDI FINANCE n'a pas opéré, en 2020 de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.3 Immobilisations

Amundi Finance applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Par conséquent, Amundi Finance applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce règlement la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les compte sociaux. La mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste "Fonds commercial"; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en "autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières...". Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Lors de l'apport par Amundi Asset Management de son activité de garanties en 2004, Amundi Finance a comptabilisé un fonds de commerce pour la valeur de 227 424 K€. Ce fonds de commerce n'a pas fait l'objet de dépréciation.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est à dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée "en magasin".

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement.

Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus par Amundi Finance suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissements doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

composant	durée d'amortissement
Installations techniques et agencements	5 ans
Matériel informatique	3 ans

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements,
- Autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

2.6 Provisions

Amundi Finance applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

2.7 Opérations sur produits dérivés

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements hors bilan relatifs à ces opérations reprennent le montant du capital notionnel des contrats non dénoués à la clôture de l'exercice. Dans le cas d'opérations optionnelles, les engagements reflètent le montant des capitaux nominaux de l'instrument sous-jacent.

Au 30 juin 2020 les engagements financiers à terme s'élèvent à 66 441 537 K€.

Les instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé ou de gré à gré ou inclus dans un portefeuille de transaction sont évalués par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

L'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont portés au compte de résultat sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de négociation" pour un montant net représentant un produit de 9 401 782,13 euros dont 16 918 398,00 euros d'Indemnités de risques de collecte liés au lancement de nouveaux fonds et EMTN.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07) ;
- les instruments négociés sur un marché organisé, assimilé, de gré à gré ou inclus dans un portefeuille de transaction au sens du règlement ANC 2014-07.

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Lorsque les instruments sont évalués à la valeur de marché, celle-ci est déterminée :

à partir des prix disponibles, s'il existe un marché actif ;

à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Amundi Finance intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Amundi Finance.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou de proxy de CDS.
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS Single Name de contreparties de même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Opérations complexes

Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

Les produits et charges relatifs aux instruments négociés dans le cadre d'opérations complexes, notamment émissions d'obligations structurées, sont reconnus au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert. Ainsi, les variations de valeurs des instruments de couvertures ne sont pas reconnues au bilan.

2.8 Opérations en devises

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de change de fin d'exercice. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Amundi Finance a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.9 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Amundi Finance.

Engagements de garantie donnés

Dans le cadre de l'activité Amundi Finance accorde sa garantie dans le cadre de l'émission de garanties de capital ou de performance en faveur de clients d'Amundi (selon les modalités de calcul ci-dessous).

Au 30 juin 2020, ces garanties données ainsi que les garanties accordées directement s'élèvent à 22 642 606 K€.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 26 et 26.1.

2.10 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

Certaines sociétés du groupe se sont constituées en « Unité Economique et Sociale » (Amundi, Amundi AM, Amundi ITS, Amundi Finance, Amundi ESR, Amundi Immobilier, Amundi Intermédiation, Amundi Private Equity Funds, Etoile Gestion, BFT IM, Société Générale Gestion, CPR AM et Amundi Transition Energétique). Des accords relatifs à la participation des salariés et à l'intéressement ont été conclus dans ce cadre.

La participation et l'intéressement figurent dans les frais de personnel.

Les salariés mis à disposition par Crédit Agricole S.A. bénéficient des accords signés dans le cadre de l'« UES » de cette entité. La charge à payer estimée de la participation et de l'intéressement attribués dans ce cadre a été enregistrée dans les comptes.

2.11 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi - plans de retraite - régimes à cotisations définies

Plans de retraite - régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Amundi Finance n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "frais de personnel".

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Amundi Finance a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

En application de ce règlement, Amundi Finance provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Au 30 juin 2020, les engagements sont valorisés à 207 K€ et la provision à 63 K€.

Les taux de sensibilité (au 31 décembre 2019) démontrent que :

- une variation de plus de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 10.49 %.
- une variation de moins de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 9.41%.

A l'intérieur du Groupe Amundi, Amundi Finance a formalisé un contrat d'assurance « Indemnité Fin de Carrière » (IFC) avec PREDICA et des conventions de mandat entre Amundi et les filiales de l'UES (dont Amundi Finance) ont été signées. Cette externalisation des « IFC » s'est traduite par un transfert d'une partie de la provision de passif existante dans les comptes vers le contrat PREDICA.

Le solde non externalisé reste inscrit en provision de passif.

2.12 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes d'Amundi Finance.

2.13 Impôt sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Amundi Finance a signé avec Amundi une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2020						31/12/2019
	<3mois	>3mois <1an	>1 an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total
Etablissements de crédit							
Comptes et prêts :							
· à vue	20 810				20 810		608 260
· à terme			1 000		1 000	185	1 194
Valeurs reçues en pension							
Titres reçus en pension livrée							
Prêts subordonnés							
Total	20 810		1 000		21 810	185	609 454
Dépréciations							
VALEURS NETTES AU BILAN	20 810		1 000		21 810	185	609 454
Comptes ordinaires							
Comptes et avances à terme							
Total							
Dépréciations							
VALEUR NETTE AU BILAN							
TOTAL	20 810		1 000		21 810	185	609 454

NOTE 4 OPERATION AVEC LA CLIENTELE

Néant

NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

En milliers d'euros	30/06/2020					31/12/2019
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :		404 161			404 161	482 256
· dont surcote restant à amortir		18 161			18 161	20 546
· dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		1 795			1 795	1 631
Dépréciations						
Valeur nette au bilan		405 956			405 956	483 887
Obligations et autres titres à revenu fixe :	426 405	11 000			437 405	1 054 094
Emis par organismes publics						
Autres émetteurs	426 405	11 000			437 405	1 054 094
· dont surcote restant à amortir						
· dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		11			11	8
Dépréciations		-22			-22	-6
Valeur nette au bilan	426 405	10 989			437 393	1 054 095
Actions et autres titres à revenu variable						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Total	426 405	416 944			843 349	1 537 983
Valeurs estimatives	426 405	416 944			843 349	1 537 983

NOTE 5.1 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE (hors effets publics) : VENTILATION PAR GRANDES CATEGORIES DE CONTREPARTIE

En milliers d'euros	Encours nets 30/06/2020	Encours nets 31/12/2019
Administration et banques centrales (y compris Etats)		75 710
Etablissements de crédit	59 390	49 841
Sociétés financières	378 015	1 004 253
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles		
Divers et non ventilés		
Total en principal	437 405	1 129 804
Créances rattachées	11	8
Dépréciations	-22	-6
Valeurs nettes au bilan	437 393	1 129 805

NOTE 5.2 VENTILATION DES TITRES COTES ET NON COTES A REVENU FIXE OU VARIABLE

(en milliers d'euros)	30/06/2020				31/12/2019			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres cotés	363 610	404 161		767 771	1 078 729	406 546		1 485 275
Titres non cotés	73 795			73 795	51 075			51 075
Créances rattachées	11	1 795		1 805	8	1 631		1 639
Dépréciations	-22			-22	-6			-6
Valeurs nettes au bilan	437 393	405 956		843 349	1 129 805	408 178		1 537 983

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 30 juin 2020 : néant

NOTE 5.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

En milliers d'euros	30/06/2020						31/12/2019	
	<3mois	>3mois <1an	>1an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	304	1 990	-371 029	390 978	437 405	11	437 415	1 129 812
Dépréciations				-22	-22		-22	-6
Valeur nette au bilan	-1 740	-1 740	412 555	801	437 383	11	437 393	1 129 805
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute			401 555	2 606	404 161	1 795	405 956	408 178
Dépréciations								
Valeur nette au bilan	-54		21 535	-1 740	404 161	1 795	405 956	408 178

NOTE 5.4 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE : ANALYSE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers d'euros	Encours nets	Encours nets
	30/06/2020	31/12/2019
France (y compris DOM-TOM)	818 871	1 438 098
Autres pays de l'U.E.	22 695	98 252
Autres pays de l'Europe		
Amérique du Nord		
Amérique Centrale et du sud		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Total en principal	841 566	1 536 350
Créances rattachées	1 805	1 639
Dépréciations	-22	-6
VALEUR NETTE AU BILAN	843 349	1 537 983

NOTE 6 TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

(en milliers d'euros)	informations financières				Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Société	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	valeur brute					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société											
1) Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (plus de 50% du capital)											
2) Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (10 à 50% du capital)											
3) Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50% du capital)											
AMUNDI ESR	EUR	24 000	2 208	100,00%	34 167	34 167		47 996	9 393	6 816	
AMUNDI INTERMEDIATION	EUR	14 604	42 937	38,53%	5 628	5 628		176 734	85 822	29 463	
4) Autres participations (10 à 50% du capital)											
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieur à 1% du capital de Amundi Finance											
	EUR				13 149	10 225					
TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS					52 944	50 020					

NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

NOTE 7.1 Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	01/01/2020	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	30/06/2020
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	52 944				52 944
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-3 242		318		-2 924
VALEUR NETTE AU BILAN	49 702		318		50 020
Titres de participation					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN					
TOTAL	49 702		318		50 020

NOTE 7.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	01/01/2020	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	30/06/2020
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN					
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	227 424				227 424
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	227 424				227 424
TOTAL	227 424				227 424

NOTE 8 ACTIONS PROPRES

Néant

NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	1 171 069	972 659
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	1 063 510	371 052
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement		
Valeur nette au bilan	2 234 578	1 343 711
Compte de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert		
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres produits à recevoir	44 618	48 119
Charges constatées d'avance	833	
Charges à répartir	89	108
Autres comptes de régularisation	169 864	
Valeur nette au bilan	215 403	48 226
Total	2 449 982	1 391 937

(1) les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 1060 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Les AUTRES ACTIFS sont principalement composés des dépôts de garantie versés liés à l'activité du collatéral (537 144 milliers d'euros), des opérations de marché en cours de dénouement (503 810 milliers d'euros), des acomptes d'impôt sur les sociétés (20 785 milliers d'euros), des créances clients (236 milliers d'euros), les options achetées (pour 1 171 069 milliers d'euros) et des autres créances (1 536 milliers d'euros).

Les Autres produits à recevoir sont relatifs principalement à l'activité de garantie.

NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2019	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 30/06/2020
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle						
Sur opérations sur titres	3 249		-303			2 946
Sur valeurs immobilisées						
Sur autres Actifs						
Total	3 249		-303			2 946

NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2020					Dettes rattachées	Total	31/12/2019
	≤ 3mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal			Total
Etablissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
· à vue	656 966				656 966	2	656 968	658 107
· à terme	100 000	286 000			386 000		386 000	386 000
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	756 966	286 000			1 042 966	2	1 042 968	1 044 107

NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Néant

NOTE 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

Note 13.1 Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	30/06/2020					Dettes rattachées	Total	31/12/2019
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal			total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables			1 000	11 000	12 000	14	12 014	12 015
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
VALEUR AU BILAN			1 000	11 000	12 000	14	12 014	12 015

NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transactions)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	1 371 105	743 327
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	352 742	863 450
Versements restant à effectuer sur titres		
Valeur au bilan	1 723 846	1 606 777
Comptes de régularisation		
- Comptes d'encaissement et de transfert		
- Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
- Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	18 250	20 654
- Produits constatés d'avance	1 876	5 974
- Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	13 502	272 962
- Autres charges à payer	8 816	9 765
- Autres comptes de régularisation		
Valeur au bilan	42 445	309 355
TOTAL	1 766 291	1 916 132

(1) les montants incluent les dettes rattachées.

Les AUTRES PASSIFS sont principalement composés des dépôts de garantie reçus liés à l'activité du collatéral (333 351 milliers d'euros), des options vendues (1 371 105 milliers d'euros), de la charge d'impôt sur les sociétés (11 307 milliers d'euros) et des autres dettes pour le solde.

NOTE 15 PROVISIONS

En milliers d'euros	Solde au 01/01/2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 30/06/2020
Provisions						
Pour engagements de retraite et assimilés	63					63
Pour autres engagements sociaux						
Pour risques d'exécution des engagements par signature	8 613	3 563	-1 018	-1 387		9 770
Pour litiges fiscaux						
Pour autres litiges						
Pour risques pays						
Pour risques de crédit						
Pour restructurations						
Pour impôts						
Sur participations						
Pour risques opérationnels						
Autres provisions	7 693	9 651	-1 952	-9 263		6 129
VALEUR AU BILAN	16 368	13 214	-2 970	-10 651		15 962

NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT

Néant

NOTE 17 Engagements sociaux - Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies

<u>Variations de la dette actuarielle</u>			<u>Variations de juste valeur des actifs des régimes</u>		
(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Dette actuarielle au 31/12/N-1	207	205	Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	144	141
Coûts des services rendus sur la période		10	Rendement attendu des actifs		2
Effet de l'actualisation		3	Gains/pertes actuariels		1
Cotisations employés			Cotisation de l'employeur		
Modifications, réductions et liquidations de régime			Cotisation de l'employé		
Variation de périmètre			Modification/réduction/liquidation de régime		
Indemnités de cessation d'activité			Variation de périmètre		
Prestations versées			Indemnités de cessation d'activité		
(Gains) / pertes actuariels		-12	Prestations versées par le fonds		
Dette actuarielle au 31/12/N	207	207	Juste valeur des actifs / droit à remboursement au 31/12/N	144	144

Position nette

<u>Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat</u>			<u>Position nette</u>		
(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Dette actuarielle au 31/12/N	207	207	Dette actuarielle au 31/12/N	207	207
Coûts des services rendus sur la période		10	Impact de la limitation d'actifs		
Coût financier		3	Juste valeur des actifs en fin de période	-144	-144
Rendement attendu des actifs sur la période		-2	Position nette (passif)/actifs au 31/12/N	-63	-63
Amortissement du coût des services passés					
Autres gains ou pertes					
Charge nette comptabilisée au compte de résultat		11			

NOTE 18 FONDS POUR RISQUE BANCAIRES GENERAUX

Néant

NOTE 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2020						31/12/2019
	<3mois	>3mois <1an	>1 an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total
Dettes subordonnées à terme							
Euro							
Dollar							
Titres et emprunts participatifs							
Autres emprunts subordonnés à terme							
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)				100 000	100 000	603	100 603
C/C bloqués des Caisses Locales							
Dépôts Gtie à caractère mutuel							
VALEURS AU BILAN				100 000	100 000	603	100 603

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminées positionnées par défaut en > 5 ans

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 590 milliers d'euros au 30 juin 2020.

NOTE 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Primes, réserves et report à nouveau	Acompte sur dividendes	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	40 320	548 063			139 480	727 864
Dividendes versés au titre de 2019		-139 462				-139 462
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social		139 480			-139 480	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2020					66 529	66 529
Autres variations						
Solde au 30 juin 2020	40 320	548 082			66 529	654 931

NOTE 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Capitaux propres	651 621	727 864
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs	100 603	100 013
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
TOTAL DES FONDS PROPRES	752 224	827 877

NOTE 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	Solde au 30 juin 2020 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31 décembre 2019 Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	452 255	1 662 665
sur les établissements de crédit et institutions financières	21 995	609 418
sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe	430 260	1 053 247
Dettes	1 142 746	1 144 120
Sur les établissements de crédits et institutions financières	1 042 142	1 044 107
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	100 603	100 013
Engagements donnés	12 456 971	12 724 237
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle	12 456 971	12 724 237
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

(en milliers d'euros)	30/06/2020		31/12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	3 592 698	3 592 769	3 816 470	3 816 497
Autres devises de l'Union Europ.	1			
Franc Suisse				
Dollar				2
Yen				
Autres devises	70		29	
Total	3 592 769	3 592 769	3 816 499	3 816 499

NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, EMPRUNTS ET PRETS EN DEVISES

Néant

NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

(en milliers d'euros)	30/06/2020			31/12/2019
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	386 000	44 211 520	44 597 520	44 446 269
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	386 000	44 211 520	44 597 520	44 446 269
Swaps de taux d'intérêt	386 000	3 030 783	3 416 783	3 669 329
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		41 180 737	41 180 737	40 776 940
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		21 844 017	21 844 017	20 154 958
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Opérations de gré à gré		21 844 017	21 844 017	20 154 958
Options de swap de taux :				
* Achetés				
* Vendus				
Autres instruments de taux d'intérêt à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments de taux de change à terme :				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
* Achetés		16 899 795	16 899 795	14 967 204
* Vendus		4 944 223	4 944 223	5 187 755
Autres instruments à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit :				
* Achetés				
* Vendus				
TOTAL	386 000	66 055 537	66 441 537	64 601 227

(1) : Les montants indiqués sur les opérations fermes doivent correspondre au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats)

NOTE 25.1 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : ENCOURS NOTIONNELS PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	Total 30/06/2020			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
FRA									
Swaps de taux d'intérêt	332 575	1 934 701	1 149 506	332 575	1 934 701	1 149 506			
Swaps de devises									
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices	2 970 361	17 574 534	20 635 842	2 970 361	2 970 361	20 635 842			
Opérations conditionnelles sur actions et indices	62 726	10 915 154	10 866 137	62 726	10 915 154	10 866 137			
Dérivés sur actions, indices boursier									
Sous total	3 365 663	30 424 389	32 651 485	3 365 663	15 820 217	32 651 485			
Opérations de change à terme									
Total général	3 365 663	30 424 389	32 651 485	3 365 663	15 820 217	32 651 485			

NOTE 25.2 INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : JUSTE VALEUR

(en milliers d'euros)	30/06/2020 Juste valeur	Encours notionnel	31/12/2019 Juste valeur	Encours notionnel
Futures				
Options de change				
Opérations fermes en devise sur marchés organisés				
FRA				
Swaps de taux d'intérêt	-682	3 416 783	-192	3 669 329
Swaps de devises				
Caps, Floors, Collars				
Dérivés sur actions, indices boursier et métaux précieux	-29 490	63 024 754	-36 237	60 931 898
Sous total	-30 172	66 441 537	-36 429	64 601 227
Opérations de change à terme				
TOTAL	-30 172	66 441 537	-36 429	64 601 227

NOTE 25.3 VENTILATION DES CONTRATS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET

(en milliers d'euros)

CONTRATS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET ET DE DEISES	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux		386 000		3 030 783
Contrats assimilés (1)				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 1er du règlement 90.15 du CRBF.

NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES	22 642 606	24 166 598
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
- Ouverture de crédits confirmés		
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés		
- Autres engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie	22 642 606	24 166 598
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
- Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
- Autres garanties		
Engagements d'ordre de la clientèle	22 642 606	24 166 598
- Cautions immobilières		
- garanties financières		
- Autres garanties d'ordre de la clientèle	22 642 606	24 166 598
Engagements sur titres		
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner		
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

NOTE 26.1 ACTIFS DONNES ET RECUS EN GARANTIE

Dans le cadre de la réglementation EMIR (European Market and Infrastructure Regulation), qui s'applique à toute contrepartie, financière (établissements de crédit, entreprises d'investissement, compagnies d'assurance, sociétés de gestion...) ou non financière qui effectue une transaction sur un produit dérivé de gré à gré, Amundi Finance enregistre au titre de son activité :

- les valeurs reçues en garantie de ses contreparties pour 1 263 110 milliers d'euros,
- les valeurs données en garantie à ses contreparties 370 165 milliers d'euros.

NOTE 27 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.
- les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement.
- des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	30/06/2020			31/12/2019		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés						
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	1 758 252	13 502	1 744 749	1 780 224	7 201	1 773 023
Risques sur les autres contreparties						
Total avant effet des accords de compensation	1 758 252	13 502	1 744 749	1 780 224	7 201	1 773 023
Dont risques sur contrats de :						
taux d'intérêt, change et matières premières	99 679		99 679	94 381		94 381
Dérivés actions et sur indices	1 658 572		1 658 572	1 685 844		1 685 844
Total avant effet des accords de compensation	1 758 252		1 758 252	1 780 224		1 780 224
Incidences des accords de compensation	333 051		333 051	806 798		806 798
Total après effet des accords de compensation	1 425 200	13 502	1 411 698	973 426	7 201	966 225

NOTE 28 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
sur opérations avec les établissements de crédit	1 726	4 069	1 628
Sur opérations avec la clientèle	5	5	2
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	181	50	24
Produit net sur opérations de macro-couverture			
Autres intérêts et produits assimilés	2	25	13
Intérêts et produits assimilés	1 915	4 149	1 666
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 571	-5 488	-2 743
Sur opérations avec la clientèle	-780	-1 363	-818
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-1 082	-1 799	-803
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-192	-75	-34
Autres intérêts et charges assimilées	-86	-164	-79
Intérêts et charges assimilées	-3 710	-8 890	-4 476
Total Produits nets d'intérêt et revenus assimilés	-1 796	-4 741	-2 810

NOTE 29 REVENUS DES TITRES

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Titres de placement			
Livret de développement durable			
Titres d'investissement			
Opérations diverses sur titres			
Revenus des titres fixes			
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autre titres détenus à long terme	41 725	35 951	35 960
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille			
Opérations diverses sur titres			
Revenus des titres variables	41 725	35 951	35 960
TOTAL DES REVENUS SUR TITRES	41 725	35 951	35 960

NOTE 30 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

(en milliers d'euros)	30/06/2020			31/12/2019			30/06/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit									
Sur opérations avec la clientèle									
Sur opérations sur titres	12 186	-9 100	3 086	26 184	-21 243	4 942	12 624	-10 029	2 595
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	34 041	-2 396	31 645	73 254	-1 701	71 553	27 224	-768	26 456
Sur prestations de services financiers									
Provision pour risques sur commissions	11 215	-9 651	1 564	778	-1 794	-1 016	258	-1 240	-983
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	57 442	-21 146	36 296	100 216	-24 738	75 479	40 106	-12 037	28 069

NOTE 31 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Solde des opérations sur titres de transaction	627	23 264	18 799
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés			
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	8 775	54 618	34 275
GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS	9 402	77 882	53 074

NOTE 32 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
titres de placement			
Dotations aux dépréciations	-16	-8	157
Reprises de dépréciations	318	537	318
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	303	529	475
Plus-values de cession réalisées			
Moins-values de cession réalisées		-19	-19
Solde des plus et moins-values de cession réalisés		-19	-19
Solde des opérations sur titres de placement	303	509	456
Titre de l'activité de portefeuille			
Dotations aux dépréciations			
Reprises de dépréciations			
Dotation ou reprise nette aux dépréciations			
Plus-values de cession réalisées			
Moins-values de cession réalisées			
Solde des plus et moins-values de cession réalisés			
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille			
GAINS OU PERTE SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	303	509	456

NOTE 33 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Produits divers			
Quote part des opérations faites en commun			
Refacturation et transfert de charges			
Reprises provisions			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Charges diverses			
Quote part des opérations faites en commun			
Refacturation et transfert de charges	-938	-722	
Dotations provisions			
Autres charges d'exploitation bancaire	-938	-722	
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-938	-722	

NOTE 34 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Frais de personnel			
Salaires et traitements	-364	-697	-358
Charges sociales	-128	-290	-164
Intéressement et participation	-23	-75	-50
Impôts et taxes sur rémunérations	-50	-123	-68
Total des charges de personnel	-566	-1 186	-640
Refacturation et transferts de charges de personnel			
Frais de personnel nets	-566	-1 186	-640
Frais administratifs			
Impôts et taxes (1)	-1 656	-4 136	-2 151
Services extérieurs et autres frais administratifs	-2 723	-4 628	-2 135
Total des charges administratives	-4 378	-8 764	-4 286
Refacturation et transferts de charges administratives			
Frais administratifs nets	-4 378	-8 764	-4 286
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-4 944	-9 951	-4 926

(1) dont 825 milliers d'euros au titre du fonds de résolution.

NOTE 34.1 EFFECTIF

(en effectif moyen du personnel)	30/06/2020	31/12/2019
Cadres	9	9
Non-cadres		
TOTAL	9	9
<i>Dont : France</i>	9	9
<i>Etranger</i>		
<i>Dont personnel mis à disposition</i>		

NOTE 35 COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Dotations aux provisions et dépréciations	-3 563	-8 235	-5 692
Dépréciations de créances douteuses			
Autres dotations aux provisions et dépréciations	-3 563	-8 235	-5 692
Reprises des provisions et dépréciations	2 406	20 436	15 729
Reprises de dépréciations de créances douteuses			
Autres reprises de provisions et dépréciations	2 406	20 436	15 729
Variation des provisions et dépréciations	-1 158	12 201	10 037
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées			
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	-1 018		
Décote sur prêts restructurés			
Récupérations sur créances amorties			
Autres pertes			
Autres produits			
COÛT DU RISQUE	-2 176	12 201	10 037

NOTE 36 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

Néant

NOTE 37 IMPOT SUR LES BENEFICES

Répartition de l'impôts sur les bénéfices	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	77 840	11 337	66 502
Provisions réglementées participation des salariés aux fruits de l'expansion	32	5	27
Résultat	77 872	11 343	66 529
Crédit d'impôts Avoirs fiscaux Imputation			
Impôts sur les sociétés	77 872	11 343	66 529

Amundi Finance fait partie du groupe d'intégration fiscale d'Amundi depuis le 1er janvier 2010.

NOTE 38 IMPLANTATIONS DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIF

Néant

NOTE 39 AFFECTATION DES RESULTATS

Non applicable au 30 juin 2020.

NOTE 40 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Amundi. En conséquence, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe des comptes consolidés du Groupe Amundi.

REMUNERATIONS DIVERSES

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. La rémunération des dirigeants est connue des actionnaires.

03

Rapport des Commissaires aux Comptes

Amundi Finance

**Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes
sur les comptes intermédiaires**

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 583 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

**Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes
sur les comptes intermédiaires**

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020)

Aux Actionnaires,
Amundi Finance
90, boulevard Pasteur
75730 Paris Cedex 15

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Amundi Finance et en réponse à votre demande dans le cadre du programme multi-émetteurs de la société Amundi, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires de la société Amundi Finance, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 27 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes intermédiaires présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de la société au 30 juin 2020, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé, ou cité à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité vis à vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou entre les mains duquel il parviendrait.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 6 août 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Laurent Tavernier

Claire Rochas

04

Déclaration du Directeur Général

AMUNDI FINANCE
Société Anonyme
Au capital de 40 320 157 euros
Siège social : 90, boulevard Pasteur 75015 Paris
421 304 601 RCS Paris

Déclaration du Directeur Général

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Paris, le 30 juillet 2020

Olivier GUILBAULT
Directeur Général

AMUNDI FINANCE

Société Anonyme au capital de 40.320.157 euros

Etablissement de crédit agréé par l'ACPR

Siège social : 90 boulevard pasteur - 75015 PARIS - RCS Paris 421 304 601